

8. En disant aux travailleurs de lutter pour « une augmentation de salaire sans augmentation des prix » nous ne leur promettons évidemment pas qu'il est réellement possible de stopper l'augmentation des prix en régime capitaliste, pas plus que nous ne leur promettons qu'il est possible d'assurer le système de l'échelle mobile des salaires dans ce même régime. En fait, tout l'art du programme transitoire consiste précisément en ceci que nous indiquons aux travailleurs pour quoi ils doivent se battre et qu'eux, au cours de leur lutte, en viennent à comprendre que leurs besoins sont incompatibles avec l'existence prolongée du capitalisme. Comme le programme de transition de 1938 le déclare :

« Les propriétaires et leurs avocats démontreront l'impossibilité de réaliser ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront en outre leurs livres de comptabilité. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du « heurt » normal d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la décadence, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive, et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, il ne lui reste qu'à périr. Là « possibilité » ou « l'impossibilité » de réaliser les revendications est dans le cas présent une question de rapport des forces qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient les succès immédiats, les ouvriers comprendront de la meilleure façon la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

9. Il est faux et absurde d'opposer le mot d'ordre de l'échelle mobile des salaires à l'« augmentation de salaire sans augmentation des prix ». Les deux mots d'ordre à la fois peuvent faire l'objet d'une lutte au même moment, l'un ne contredit pas l'autre.

10. Il n'existe pas une chose telle que « le » programme de transition rédigé une fois pour toutes. Celui qui fut publié en 1938 fut caractérisé par Trotsky lui-même comme une première approximation, un premier aperçu, quelque chose qui devrait être changé, adapté et concrétisé différemment selon les pays — pour ne pas parler de selon les époques. Ajouter le mot d'ordre « augmentation des salaires sans augmentation des prix » à notre arsenal de mots d'ordre transitoires, ce n'est en aucune manière « réviser » ou « rejeter » le « le » programme de transition. Ceux qui s'accrochent à la lettre du programme de 1938 et résistent à tout changement ou addition oublient que Trotsky trouva le matériel de ce programme précisément là où nous prenons le mot d'ordre d'« augmentation de salaire sans augmentation des prix » — c'est-à-dire, en grande partie, dans le déroulement de la lutte de classe. « Le » programme de transition, comme toute autre chose, a un passé, un présent et un avenir.

11. Le programme de transition de 1938 appelle les comités de consommateurs à exiger des monopoleurs : « Montrez-nous vos livres ; nous exigeons le contrôle sur la fixation des prix ». Si le travailleur, en tant que consommateur peut revendiquer cela, alors il peut aussi le revendiquer en tant que gréviste ou au cours des négociations.

12. L'O.P.A. est une institution capitaliste-gouvernementale et il est nécessaire de briser les illusions des travailleurs à son sujet. La question est : comment le faire ? Les illusions des travailleurs ont leur racine dans un certain nombre de faits indubitables : que durant la guerre, une fois l'O.P.A. établie, les prix s'élevèrent infiniment plus lentement qu'auparavant ; que sur certains plans, particulièrement pour les loyers, les dispositions de l'O.P.A. créent réellement une différence pour le travailleur, etc... Dans ces conditions de simples attaques négatives contre l'O.P.A. sont insuffisantes. Il est important aussi de mobiliser les travailleurs pour qu'ils revendiquent au sujet de l'O.P.A., exactement comme nous revendiquons au sujet d'autres institutions capitalistes. Par exemple, l'annonce faite le 1<sup>er</sup> mai par l'U.A.W.-C.I.O. qu'il allait attaquer l'O.P.A. pour avoir accordé une augmentation des prix à la General Motors : nous devons soutenir cette lutte et appeler tous les syndicats à poser des revendications semblables devant l'O.P.A. contre les entreprises pour lesquelles ces syndiqués travaillent. Un autre exemple est la revendication adressée par le syndicat des travailleurs de la conserve demandant que l'O.P.A. envoie un millier de ses membres à New-York pour lutter contre le marché noir de la viande. De telles revendications positives adressées à l'O.P.A. — revendications que nous appelons à soutenir par des méthodes de lutte de classe — sont infiniment plus valables et fructueuses que ne peut l'être à elle seule la simple critique négative.

13. Les mots d'ordre sont un dialogue avec les masses. Si les masses répondent, si un mot d'ordre les fait passer à l'action de classe, ce mot d'ordre a par là même prouvé son offensivité. Personne ne peut nier que le mot d'ordre « augmentation de

salaire sans augmentation des prix » ait passé cette sévère épreuve. Même la résolution du bureau politique admet :

« Les grévistes de la G. M. contribuèrent d'une manière importante à élever le niveau des luttes par leur vaste campagne de propagande contre la hausse des prix. Sous la direction de Reuther le syndicat mena une propagande forcenée pour prouver que c'étaient les hauts profits et non les hauts salaires qui étaient responsables de la hausse des prix. Par cette campagne significative qui marque un nouveau point de départ dans les formes modernes de lutte syndicale aux Etats-Unis, le syndicat fut capable, d'une manière importante, de rejeter la responsabilité de la hausse des prix sur les épaules de ceux à qui elle revient — les gros capitalistes — et d'approfondir la conscience sociale des travailleurs. »

Tout ceci fut fait par le mot d'ordre « augmentation des salaires sans augmentation des prix ». On pourrait difficilement demander plus à un mot d'ordre au point actuel de l'évolution de la lutte des classes aux Etats-Unis. Il est alors absurde et illogique de la part du bureau politique de terminer en refusant d'accepter ce mot d'ordre.

14. Le bureau politique donne deux raisons pour rejeter le mot d'ordre :

« a) Le caractère erroné de cette formule réside en ce qu'elle lie directement la lutte pour l'augmentation des salaires et la lutte contre la hausse des prix. »

Cela n'a simplement pas de sens. C'est justement cette liaison établie entre la lutte pour l'augmentation des salaires et celle contre la hausse des prix qui rendit le mot d'ordre capable d'accomplir les choses que le bureau politique lui reconnaît avoir accomplies.

« b) Cette formule contient aussi l'implication fautive selon laquelle il est possible de stabiliser effectivement les prix dans les conditions de l'anarchie et du pourrissement capitaliste. »

Ceci est toute simplement faux. Pas plus qu'aucun autre mot d'ordre transitoire (comparez avec : pour l'échelle mobile des salaires), le mot d'ordre d'« augmentation des salaires sans augmentation des prix » ne promet au travailleur qu'il puisse être réalisable sous le capitalisme. Comme nous l'avons déjà vu, tout l'art du programme de transition consiste justement à dire au travailleur de ne pas prêter attention à la question du « réalisable » ou « irréalisable ».

15. En ne reprenant pas ce mot d'ordre à son propre compte pendant la vague de grève, le parti a perdu une occasion inappréciable de politiser le mouvement ouvrier, si à l'agitation des travailleurs de la G.M. on avait ajouté une défense systématique de ce mot d'ordre par les forces du parti dans toutes les industries, alors des milliers au moins de travailleurs nous auraient jugé comme le parti qui s'identifiait avec le mot d'ordre auquel ils sympathisaient si largement. Nous étions la seule force dans le mouvement ouvrier qui aurait pu demander dans les autres syndicats qu'ils adoptent aussi le mot d'ordre de la G.M. (le parti communiste était contre le mot d'ordre, le P.S. et le Workers Party étaient trop faibles pour faire quoi que ce soit de valable en ce sens). Mais nous avons failli à cette tâche.

16. Nous devons maintenant corriger cette faute : adopter comme faisant partie de notre programme de transition le mot d'ordre « augmentation des salaires sans augmentation des prix » ; expliquer dans notre presse et dans nos brochures la signification révolutionnaire de ce mot d'ordre ; expliquer comment ce mot d'ordre est devenu et continue à être le centre des discussions entre progressifs et conservateurs dans le C.I.O. et pourquoi tout travailleur conscient doit le défendre contre Murray, Thomas et Addes.

17. En adoptant ce mot d'ordre, nous lui donnons son interprétation radicale. Pour nous, « augmentation des salaires sans augmentation des prix » ne dépend pas de savoir s'il y a des profits suffisants dans les coffres des patrons pour qu'ils puissent l'accorder ; on ne doit pas tolérer qu'une entreprise qui est incapable d'accorder une augmentation de salaire sans augmenter ses prix continue à fonctionner sur la base de la propriété privée. A ce moment nous nous séparons de Reuther qui admit, dans sa déclaration politique du 27 avril, qu'on permette à certaines entreprises d'augmenter leurs prix pour qu'elles puissent accorder des augmentations de salaires. Nous expliquons que de telles entreprises sont l'une des manifestations antisociales d'un système pourrissant et nous demandons qu'elles soient confisquées et gérées sous contrôle ouvrier. De telles nationalisations, à leur tour, exigent un Labour Party indépendant et un gouvernement ouvrier et paysan — ce devant quoi Reuther recule avec effroi. Ainsi, entre nos mains, le mot d'ordre d'« augmentation des salaires sans augmentation des prix » devient un levier grâce auquel nous introduisons tout notre programme transitoire — un levier précisément parce que les travailleurs font écho à ce mot d'ordre et peuvent ainsi être entraînés sur nos autres revendications. Tandis que rejeter ce mot d'ordre signifie nous priver du mot d'ordre le plus efficace qui soit né de la lutte de classe en Amérique depuis de nombreuses décades.

13 mai 1946.